

Aires protégées des périphéries sud-américaines : entre réserves stratégiques et valorisation patrimoniale

Didier Ramousse et Elodie Salin¹

Les tensions entre protection, valorisation et exploitation des ressources naturelles reflètent les ambiguïtés de la notion de développement durable. La volonté de concilier les préoccupations des pouvoirs publics, des partisans de la conservation et des praticiens du développement a donné naissance à une approche consensuelle et réformiste de cette notion. Les ressources naturelles localisées dans les espaces périphériques (énergies fossiles, minerais, biodiversité, eau, paysages préservés) peuvent ainsi faire l'objet d'une mise en réserve, dans le cadre de zones protégées ou sous une autre forme, en fonction de divers objectifs. Le « ressourcisme » (*resource conservation*) renvoie à une protection à finalité d'exploitation différée dans le temps. Une telle attitude, pourtant fondée sur le principe de conservation, diffère des logiques de valorisation patrimoniale et territoriale qui poursuivent une finalité de protection en veillant à la reproduction économique des sociétés locales sur la base d'une réappropriation matérielle et symbolique de leur patrimoine, aussi bien naturel que culturel.

Face à l'intensification de l'exploitation marchande des ressources naturelles, il est nécessaire de s'interroger sur les modalités et les finalités des processus de patrimonialisation. L'analyse des logiques d'acteurs et l'inscription territoriale des aires protégées peuvent livrer des éléments de réponse. Lors de ces dernières années les constructions patrimoniales se sont multipliées, sous diverses formes et selon des degrés de protection variables, suivant une tendance qui vise à englober des espaces de plus en plus vastes : réserves de biosphère, systèmes d'aires protégées reliées par des corridors écologiques, paysages culturels élargissant le champ des sites inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco. A la suite des critiques sociales adressées aux partisans d'une préservation stricte, face à la marginalisation des populations locales, de nouvelles formes de gestion concertée sont apparues dans le but de promouvoir un développement économique et social compatible avec la

¹ (UVSQ/C3ED) didier.ramousse@wanadoo.fr et esalin@univ-lemans.fr

conservation du patrimoine et une utilisation soutenable des ressources naturelles. Au-delà des modalités de gestion des aires protégées, il est donc essentiel de déterminer par qui, pour qui et dans quel but s'opère cette patrimonialisation ?

Dans un premier temps l'analyse mettra en évidence que les aires protégées sont apparues en Amérique latine dans un contexte spécifique, à l'origine de caractéristiques particulières. Puis les enjeux liés à l'expansion des aires protégées seront abordés à travers les logiques d'acteurs et l'évolution des modes de gestion, en privilégiant deux études de cas sur une réserve de biosphère et un paysage culturel, avant de proposer une interprétation des dynamiques actuelles en fonction de leur insertion dans le cadre de projets de territoire ou d'une transnationalisation des ressources.

I. LES AIRES PROTEGEES EN AMERIQUE LATINE : UN CONTEXTE SPECIFIQUE

Dans un continent où l'exploitation des ressources naturelles a été assimilée à un « pillage », l'expansion des aires protégées n'a pas endigué la progression des activités extractives et de la déforestation. D'ailleurs leur création n'a pas été influencée, à l'origine, par des considérations écologiques : elle résulte surtout de la valeur historique, culturelle ou esthétique qui leur était attribuée, quand elle n'est pas liée à l'affirmation de la souveraineté nationale sur les territoires concernés comme en Patagonie ou en Amazonie. Si la Conférence de Rio (1992) a accéléré la prise de conscience environnementale en Amérique latine, certaines caractéristiques des aires protégées latino-américaines conduisent à s'interroger sur leur fonction réelle, dans un contexte où l'essor de la demande mondiale et l'afflux des investissements étrangers se traduisent par une pression accrue sur les ressources naturelles.

- Les statistiques régionales de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) révèlent que 25% de la surface terrestre bénéficient de mesures de protection dans l'Amérique du Sud hispanique (19% au Brésil), soit la proportion la plus élevée au monde. Plus de 60% du territoire vénézuélien sont ainsi placés sous un régime d'administration spéciale (ABRAE), englobant des réserves hydrauliques et forestières dont la protection peut avoir une finalité d'exploitation différée (ressourcisme).
- Plus de 50% des surfaces protégées ne sont pas incorporées dans la classification UICN (NC), tandis que les catégories de protection stricte (I) et de conservation active (IV) sont sous représentées. Il s'agit souvent de réserves polyvalentes où des activités extractives et productives peuvent se maintenir, voire se développer au même titre que le tourisme.

Leur grande extension géographique se combine à une définition imprécise et à une application souvent laxiste de la réglementation, pour conférer *de facto* à plusieurs aires protégées des espaces périphériques latino-américains une

fonction de réserves stratégiques. Cependant, des évolutions peuvent être mises en évidence depuis la fin du XX^e siècle.

1.1. De l'exploitation des ressources naturelles autour d'îlots de protection précaire...

Depuis l'époque de la conquête, l'histoire économique de l'Amérique latine a été ponctuée par une succession de cycles d'exploitation rapide des ressources naturelles. Certains se prolongent et de nouveaux booms spéculatifs liés à l'exploitation des ressources du sous-sol, à l'expansion de la culture du soja, à l'intensification de la pêche et de l'aquaculture ou à l'essor du tourisme, progressent dans les espaces périphériques. Ils constituent une menace pour l'intégrité des patrimoines naturel ou culturel, et le risque de voir se reproduire un scénario connu est réel. Malgré leur extension géographique, les aires protégées latino-américaines constituent des enclaves de protection précaire face à diverses menaces.

En Colombie, où 60% des aires protégées ne sont rattachées à aucune catégorie UICN et ne disposent pas de réglementation relative aux zones tampon (Ministère de l'Environnement/Biocolombia, 2001), ce vide conceptuel favorise une pression croissante aux abords des parcs nationaux dans les zones mal contrôlées par l'Etat. Ces enclaves de protection précaire servent de refuge pour des activités illégales : invasions de terres, déforestation, expansion des cultures illicites entretiennent une situation de violence. En 2004, le système de surveillance de l'Office contre la Drogue et les Délits de l'ONU a recensé plus de 5 000 hectares de cultures de coca dans les parcs de la région Meta-Guaviare et du Nord de la Colombie.

Les zones protégées et les populations indigènes de l'Equateur sont aussi confrontées à la transgression des règles de protection par les compagnies pétrolières dans la partie orientale du pays, où elles opèrent dans le parc national Yasuni et la réserve de faune Cuyabeno après que l'Etat y ait accordé des concessions au mépris de la législation environnementale et des droits des populations indigènes (Soria, 2001)... Des aires protégées peuvent ainsi être érigées en réserves stratégiques jusqu'à ce que l'Etat y autorise l'exploitation des ressources naturelles, sans que des formes adaptées de gestion soient toujours mises en œuvre pour limiter les impacts négatifs sur l'environnement et les populations locales.

Dans la mesure où il y a une pression de la demande internationale pour certaines ressources naturelles et pour la consommation touristique de paysages emblématiques, la tentation de les exploiter à des fins commerciales est forte pour des Etats prisonniers de la dette extérieure et des entreprises transnationales attirées par la possibilité de gains rapides. On peut alors se demander si diverses initiatives impulsées depuis le Nord, comme la Zone de Libre Echange des Amériques (ZLEA) ou le Plan Puebla Panama, ne visent pas à s'assurer le contrôle de ressources stratégiques (eau, biodiversité, hydrocarbures, minerais).

1.2. ...A l'intégration spatiale de la conservation et du développement dans des réseaux ?

La question environnementale revêt une importance croissante en Amérique latine, en relation avec la prise de conscience des problèmes écologiques qui s'est opérée à plusieurs niveaux. La dénonciation du « pillage de l'Amazonie » a été un des détonateurs de la mobilisation au niveau international. Puis, avec le tournant libéral et la démocratisation des régimes politiques dans la plupart des pays de la région, les ONG ont mis à profit la diminution de l'aide publique au développement pour se substituer aux Etats défaillants et s'affirmer comme des acteurs clés dans la lutte contre la pauvreté, la défense des droits de l'homme et l'appui aux mouvements indigènes. Au lendemain de la Conférence de Rio, certaines ONG environnementales ont consolidé leur présence en se rapprochant des ONG de développement rural pour combiner protection de l'environnement et lutte contre la pauvreté, alors que le sous-continent devenait une cible prioritaire pour les organisations de conservation de la nature du Nord (Dumoulin, 2006). Les organismes de financement internationaux conditionnent désormais leur aide à la prise en compte du facteur environnemental, tandis que les gouvernements ont intégré cette problématique dans un cadre administratif et législatif.

De nouvelles approches proposent une meilleure articulation des efforts de conservation et de développement à travers la constitution de réseaux d'aires protégées, afin de favoriser une valorisation différenciée des territoires qui s'inscrivent dans une continuité spatiale. Plutôt que d'ériger des enclaves de préservation plus ou moins stricte au milieu de zones livrées à une exploitation mal contrôlée, la tendance actuelle privilégie une protection extensive et graduée en s'appuyant sur des systèmes intégrés d'aires protégées reliées par des corridors écologiques ou par des routes culturelles. Cette vision systémique peut se décliner à différentes échelles : régionale, nationale et transnationale. Plusieurs pays d'Amérique du Sud sont engagés dans la mise en place de systèmes nationaux d'aires protégées rassemblant les acteurs publics, privés ou associatifs, pour parvenir à une meilleure coordination entre conservation et développement. Ces systèmes intégrés sont censés assurer la connexion d'habitats protégés grâce à des couloirs de passage pour les espèces, mais ils impliquent aussi une diversité des degrés de protection et une utilisation différenciée des sols. En 2004, une étude préliminaire de l'UICN évaluait à 84 les projets de corridors biologiques ou écologiques en Amérique du Sud, dont une quinzaine ayant une dimension transfrontalière. On peut également mentionner un projet de Corridor Biologique Mésoaméricain, depuis le Sud du Mexique jusqu'au Panama, et un projet de route culturelle (le Grand Chemin Inca) que l'Unesco essaye de promouvoir entre six pays andins. Une recommandation de l'UICN invite les Etats signataires des conventions sur la diversité biologique et le patrimoine mondial à favoriser l'inscription des

phénomènes naturels et culturels d'importance mondiale comme « routes sérielles du Patrimoine Mondial » (Congrès mondial de la Nature, 2003). Parallèlement les Etats de la région essayent de mettre en place, avec l'appui des organisations régionales, des corridors de communication et de développement dans le cadre du Plan Puebla Panama et du projet d'Intégration des Infrastructures Régionales de l'Amérique du Sud (IIRSA). Or, ces axes d'intégration multimodaux recoupent ou longent la plupart des corridors écologiques et des routes potentiellement touristiques, au milieu de réserves de biodiversité, d'eau, de minerais et d'énergies fossiles. Pour les altermondialistes et les opposants à la ZLEA, ils auront pour principale conséquence de faciliter l'accès aux ressources naturelles convoitées par les transnationales en vue de leur exploitation (*carte n° 1*).

Carte n° 1 : Axes d'intégration (IIRSA) et corridors écologiques transfrontaliers en Amérique du Sud

Il est donc nécessaire de s'interroger sur les finalités des systèmes d'aires protégées, dans la mesure où se pose le problème de leur articulation avec les « projets de territoire » émergents au niveau local. D'un côté, une approche transnationale financée par la coopération bilatérale Nord/Sud et divers organismes internationaux (Banque Mondiale, Fonds Mondial pour l'Environnement, Banque Interaméricaine de Développement), avec l'appui des grandes ONG conservationnistes (Conservation International, WWF, etc.) et de leurs relais locaux, met l'accent sur la protection des écosystèmes dans une perspective qui n'exclut pas des arrière-pensées ressourcistes chez certains acteurs. D'un autre côté, une vision émanant du terrain privilégie des objectifs de développement local s'inscrivant dans une logique de valorisation patrimoniale et territoriale, sur la base d'un projet de territoire s'apparentant au modèle français des Parcs Naturels Régionaux. Les enjeux liés à ces modèles de gestion seront approfondis dans deux études de cas à travers l'analyse des logiques d'acteurs et de leur inscription territoriale, afin de déterminer comment les dynamiques locales interagissent et s'articulent avec les stratégies définies à d'autres échelles.

II. « RESERVE DE BIOSPHERE » DES YUNGAS ET « PAYSAGE CULTUREL » DE LA QUEBRADA DE HUMAHUACA : TRANSNATIONALISATION DES RESSOURCES *VERSUS* PROJET DE TERRITOIRE ?

On peut d'abord souligner les convergences qui existent entre les concepts de Réserve de Biosphère et de Paysage Culturel imaginés par l'Unesco... Lorsque l'idée de réserve de biosphère est apparue en 1974 dans le cadre du programme *Man and the Biosphere* (MAB), elle a ouvert une voie originale tant par la

flexibilité d'un statut juridique qui permet d'inclure différents types d'aires protégées selon un zonage adapté à chaque situation, que par les solutions recherchées pour promouvoir un développement économique et social compatible avec la conservation de la biodiversité. Quant à la catégorie de paysage culturel, elle a été créée en 1992 en vue d'incorporer à la Liste du Patrimoine mondial des sites caractérisés par une relation durable des populations avec leur environnement. Cette notion reflète les dynamiques internes d'un territoire fondées sur les interactions homme / nature, à l'origine d'un paysage vivant où s'enracinent les modes de vie et de production traditionnels, ainsi que les croyances et les fêtes qui participent à la formation du patrimoine et de l'identité d'une population. Dans les deux cas la reconnaissance d'un territoire comme « réserve de biosphère » ou « paysage culturel » doit avoir l'assentiment des représentants de la population locale. Leur plan de gestion peut ouvrir la voie à un projet de territoire, à la croisée d'incitations ou d'injonctions internationales, de politiques nationales, d'attentes ou de résistances locales. Mais une telle potentialité est plus ou moins mise à profit, en fonction du type d'approche qui est privilégié et des rapports de force qui se nouent. La Réserve de Biosphère des Yungas et le Paysage Culturel de la Quebrada de Humahuaca, incorporés aux corridors n° 1 (Corridor écologique des Yungas) et n° 2 (Cieux d'Amérique / Grand Chemin Inca), sont les exemples choisis pour illustrer notre propos.

II.1. La Réserve de Biosphère des Yungas et le Corridor des Yungas (Argentine-Bolivie)

La Réserve de Biosphère des Yungas (RBYUN), située dans les provinces de Salta et Jujuy, correspond à l'extrémité Sud des forêts subtropicales humides de montagne qui occupent une bande étroite de 4 000 kilomètres sur le versant oriental de la cordillère andine depuis l'Ouest du Venezuela jusqu'au Nord de l'Argentine. Il s'agit d'un des écosystèmes les plus riches du pays en biodiversité, qui constitue depuis l'époque précolombienne une frontière écologique et culturelle entre les populations amérindiennes des hautes terres (*kollas*) et celles des basses terres (Guaranis et ethnies minoritaires du Chaco). La possibilité de relier la RBYUN à la Réserve de Faune et de Flore de Tariquia, du côté bolivien, est à l'origine du projet de corridor écologique des Yungas. Séparés de la Quebrada de Humahuaca par un cordon montagneux culminant à plus de 4 000 mètres, les différents étages de végétation des Yungas se succèdent de l'Ouest vers l'Est : *bosque montano* (entre 3 000 et 1 500 m), *selva montana* (entre 1 500 et 900 m) et *selva pedemontana*, dont le degré de modification anthropique est le plus élevé à cause de l'exploitation forestière, des cultures d'agrumes et de canne à sucre qui se sont développés dans le cadre de grands domaines et de complexes agro-industriels. Plus à l'Est, la frontière du soja ne cesse de progresser. L'exploitation des hydrocarbures déborde également sur les limites de la RBYUN, dans la continuité des grands gisements de gaz du Sud bolivien. Le Nord argentin s'affirme surtout comme un nœud d'interconnexion

des réseaux énergétiques au niveau du Cône Sud : les gazoducs Norandino et Atacama reliant le Nord de la province de Salta au Chili, traversent la réserve de biosphère et la Quebrada de Humahuaca, tandis que la construction du gazoduc du Mercosur entre les gisements boliviens et la région du Rio de La Plata reste à concrétiser.

On est ici face à un cas typique de chevauchement entre des corridors d'intégration, associés à de puissants intérêts transnationaux liés aux secteurs énergétique et agro-industriel, et le projet de corridor écologique des Yungas qui vise à préserver des ressources naturelles stratégiques. Le Parc National Calilegua a été créé dans cette optique, à la suite d'une donation de 76 000 hectares par l'entreprise Ledesma, pour que l'Administration des Parcs Nationaux (APN) contrôle les activités des populations occupant la partie amont du bassin hydrographique qui approvisionne en eau les terres plantées en canne à sucre par l'*ingenio* Ledesma. D'autres aires protégées nationales et provinciales ont été incorporées comme zones centrales au sein de la RBYUN, avec la volonté d'associer le secteur privé et les communautés indigènes aux efforts de conservation (*cf. carte 2*). Les intérêts en jeu apparaissent en filigrane à travers le processus de constitution de la réserve de biosphère et le projet de corridor écologique, qui résultent de trois initiatives impulsées d'en haut par des acteurs opérant à différentes échelles.

1. Le Programme Stratégique d'Action pour le bassin du fleuve Bermejo (PEA) est antérieur au projet de Réserve de Biosphère et de Corridor Ecologique des Yungas. Il résulte de la mise en place en 1995 d'une commission binationale entre l'Argentine et la Bolivie, en vue de la gestion intégrée du bassin supérieur du Bermejo grâce aux financements du Fonds pour l'Environnement Mondial et du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE). Un volet environnemental inclut la protection de la biodiversité et la consolidation des aires protégées, en relation avec des projets de développement fondés sur une utilisation soutenable des ressources naturelles.
2. Les gouvernements de Salta et Jujuy, appuyés par l'APN et le SeMADeS (Secrétariat à l'Environnement et au Développement Durable), ont alors enclenché le processus de création de la RBYUN qui a abouti en 2002. Des fonds ont été alloués par le PEA pour consolider les capacités des institutions provinciales et celles de la société civile, grâce à la constitution d'un comité de gestion et de quatre comités zonaux pour la RBYUN.
3. Le Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) a apporté un million d'euros en 2004 pour le projet de corridor écologique Alto Bermejo, dont la coordination est assurée par la La Fondation Proyungas, créée à partir du Laboratoire de Recherches Ecologiques

des Yungas (LIEY) de l'Université Nationale de Tucuman. Les actions menées actuellement dans ce cadre se focalisent sur le périmètre de la RBYUN, en essayant d'y associer les entreprises forestières, pétrolières et agro-industrielles pour qu'elles contribuent à la conservation et à l'utilisation durable des ressources naturelles.

La multiplication des initiatives et des projets est à l'origine de problèmes de gouvernance liés à la répartition des compétences entre les différents acteurs. Leurs conflits d'intérêts paralysent la prise de décision au sein du comité de gestion de la RBYUN, constitué par des représentants des gouvernements provinciaux, de l'APN, de la commission binationale du Bermejo et des comités zonaux. De plus, les comités zonaux vers lesquels devraient converger les acteurs « vivant de et à l'intérieur de la réserve » (communautés indigènes, municipalités, entreprises, associations et ONG) ne fonctionnent pas, à l'exception du comité basé à Calilegua. Dans un contexte caractérisé par l'opposition et la neutralisation réciproque des parties prenantes, la Fondation Proyungas joue un rôle croissant grâce à l'appui du secteur privé et de divers organismes de financements internationaux (FFEM, Corporation Andine de Financement, diverses fondations nord-américaines et européennes...), sans que fonctionnent pour autant les mécanismes de concertation de la RBYUN.

Carte n° 2 : Réserve de Biosphère des Yungas

Le grand domaine hérité de l'époque coloniale s'est maintenu jusqu'à nos jours comme le modèle agraire dominant dans les Yungas du bassin supérieur du Bermejo, associé dans une constellation classique à une petite paysannerie indigène revendiquant des droits sur la terre (Reboratti, 1998). Ces structures féodales se sont perpétuées à travers des inégalités sociales génératrices de conflits amplifiés par les interventions extérieures. Dès le milieu du XX^e siècle un mouvement social, dont les protagonistes mettent aujourd'hui en avant leurs origines ethniques en revendiquant une filiation avec les peuples originels, avait engagé la lutte pour récupérer la terre en dénonçant les abus des grands propriétaires. Les communautés *kollas* des *finca*s San Andrés (129 000 ha) et Santiago (125 000 ha), établies au cœur de la réserve sur des terres qui avaient été accaparées par les anciens propriétaires de l'*ingenio* San Martin del Tabacal, ont obtenu en partie satisfaction. La *finca* Santiago a été expropriée par l'Etat et a été restituée aux indigènes, mais un litige subsiste entre la communauté *Tinkunaku* de San Andrés et la transnationale *Seaboard Corporation* qui détient désormais une participation majoritaire dans l'*ingenio* San Martin del Tabacal. D'autres facteurs de tension se sont accumulés à la fin des années 90 à cause de la privatisation des hauts-fourneaux de Palpala et de *Yacimientos Petrolíferos Fiscales* (YPF), qui a entraîné une réduction des effectifs et une croissance du chômage dans cette région où le mouvement *piquetero* s'est manifesté de façon violente dans la zone pétrolière de Tartagal et Campo Duran. A la même époque la construction du gazoduc Norandino à travers la *finca* San Andrés a

provoqué un conflit entre les entreprises en charge du projet et les communautés indigènes soutenues par diverses organisations environnementalistes. Le retrait de Greenpeace, après la fin des travaux et l'indemnisation de la communauté *Tinkumaku*, a laissé celle-ci déstabilisée. L'indemnisation de 500 000 \$ versée par le consortium Norandino a contribué à désarticuler la communauté *kolla*, en suscitant des divisions internes exploitées par les autres acteurs et en favorisant la radicalisation des groupes tenus à l'écart.

Dans une région où le caciquisme détermine l'existence de zones d'influence avec plusieurs conflits localisés, la transnationalisation des financements et de l'exploitation des ressources naturelles a encore aggravé la fragmentation des communautés et des territoires, tandis que le thème de l'environnement est instrumentalisé à d'autres fins par les divers acteurs.

- Les entreprises impliquées dans la conservation agissent surtout en fonction d'intérêts immédiats. Ainsi, une plainte a été déposée contre la *Pan American Energy* par le *Candlewood Timber Group LLC*, parce que l'activité de la compagnie pétrolière sur les parcelles de *Forestal Santa Barbara* l'empêche d'obtenir les certifications nécessaires au négoce du bois qui y est exploité. De son côté, la *Pan American Energy* a recours à des actions médiatiques (protection du jaguar) pour consolider son activité dans la zone des Yungas, malgré les dommages causés à l'environnement.
- Les communautés indigènes ont de plus en plus recours à des arguments ethniques et environnementalistes pour faire valoir leurs droits sur la terre.
- Les actions menées par l'APN à la périphérie des parcs nationaux, au nom de la conservation des ressources naturelles et du patrimoine culturel, sont parfois perçues par les autres acteurs occupant le terrain comme des empiètements du pouvoir fédéral.
- Les ONG environnementalistes, évoluant entre activisme et expertise, mettent à profit la situation locale pour l'utiliser comme caisse de résonance de leurs actions au niveau mondial (Greenpeace), ou pour participer à la réalisation de divers projets grâce à des financements qui suscitent des interrogations sur l'indépendance et la représentativité de ces organisations par rapport à l'ensemble de la collectivité (Proyungas).

Au milieu d'une situation complexe peu propice à la concertation, les pouvoirs politiques ne sont pas parvenus jusqu'à présent à dépasser leurs propres divisions pour assumer le rôle régulateur qui leur incombe, tandis que l'intervention d'agents extérieurs n'a guère favorisé la capacité d'organisation collective des acteurs locaux pour impulser des dynamiques endogènes.

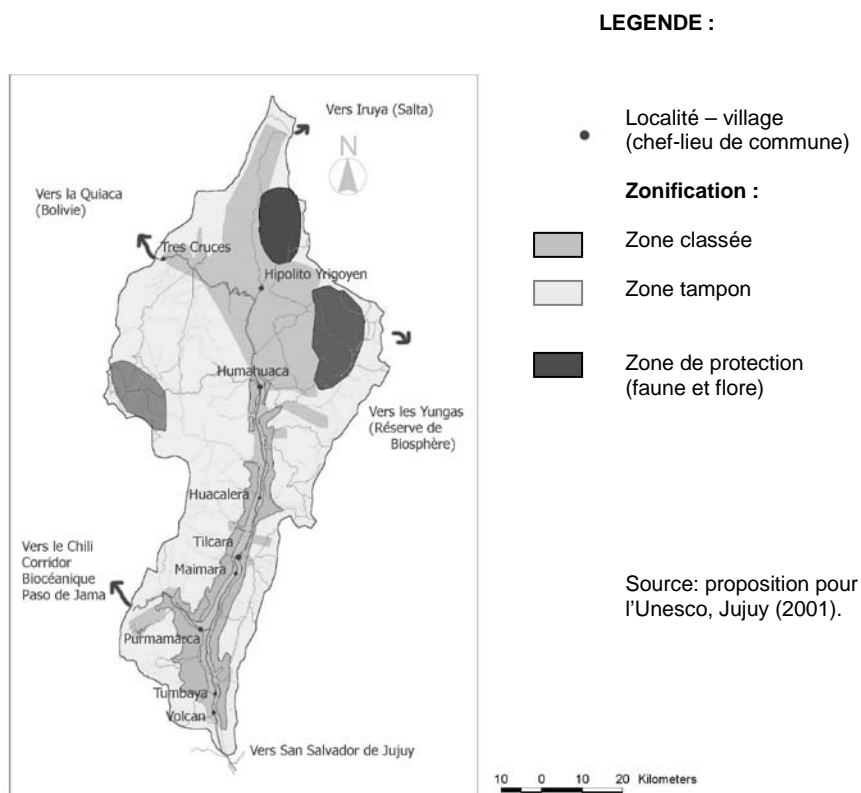
II.2. Le Paysage Culturel de la Quebrada de Humahuaca et le Grand Chemin Inca

La Quebrada de Humahuaca s'étend sur 149 kilomètres de long du Nord au Sud, dans la Province de Jujuy, à l'Ouest de la RBYUN. Ses caractéristiques physiques et humaines sont différentes de celles des Yungas. Elle correspond à

une vallée étroite creusée par le Rio Grande où l'aridité est prononcée. Sa population assez homogène, avec une forte composante indigène, regroupe plus de 30 000 habitants répartis entre neuf communes qui s'organisent autour de petites villes ou de villages installés dans le fond de la vallée. Flanquée de hautes chaînes de montagnes, la Quebrada de Humahuaca présente des paysages remarquables sur le plan géologique, avec de nombreux sites archéologiques et d'autres richesses patrimoniales qui reflètent une histoire vieille de 10 000 ans, au cours desquels elle s'est affirmée comme un axe de circulation majeur entre différents écosystèmes andins et comme un lieu d'exploitation agricole depuis l'époque pré incaïque jusqu'à aujourd'hui. Ces témoignages d'un passé que la population actuelle fait revivre à travers ses fêtes et ses traditions, dans le cadre majestueux d'un univers minéral immuable, justifient l'inscription de la Quebrada de Humahuaca sur la Liste du Patrimoine mondial en 2003. Le périmètre classé comme paysage culturel coïncide avec la plupart des sites peuplés et historiques, mais une zone tampon incorpore aussi quelques communautés indigènes dispersées et des aires naturelles protégées (*cf. carte n° 3*). Il s'agit d'un paysage culturel qui inclut des sites pré-colombiens, hispaniques et républicains, avec de nombreuses manifestations d'un patrimoine immatériel, dont la valorisation touristique doit s'inscrire dans un projet d'itinéraire culturel reliant six pays andins : le Grand Chemin Inca.

Les fonds de vallées sont cultivés par des paysans parmi lesquels se trouve une majorité de petits propriétaires, dont certains peuvent louer des terres et employer des salariés. Depuis les années 1940 des cultures commerciales irriguées (légumes, fruits et fleurs) se sont substituées aux céréales et aux cultures fourragères pour approvisionner les marchés urbains. Leur combinaison avec des cultures destinées à l'autoconsommation (maïs, pommes de terre) et l'élevage d'un petit bétail (chèvres, moutons) a façonné les paysages ruraux de la Quebrada. Ces paysages vivants ont évolué au cours des dernières décennies en relation avec les dynamiques économiques ayant affecté l'ensemble de la zone. La fermeture des mines de la puna et l'abandon du chemin de fer assurant la liaison avec la Bolivie ont entraîné le retour de plusieurs migrants dans la Quebrada, à l'origine d'un accroissement de la pression foncière et d'une intensification des cultures grâce au recours à des engrais chimiques. Ce mouvement est aujourd'hui amplifié par l'essor du tourisme, dans une zone dont les aménités expliquent le choix comme lieu de villégiature par les classes urbaines aisées du Nord-Ouest argentin dès la première moitié du XX^e siècle. Avec une augmentation des arrivées touristiques de l'ordre de 50% entre 2002 et 2005 (109 000 visiteurs en 2005), le phénomène revêt une nouvelle ampleur dans la Quebrada de Humahuaca qui cumule à elle seule plus de 30% des nuitées passées par les touristes dans la province de Jujuy.

Carte n° 3 : Quebrada de Humahuaca



Avant même son inscription sur la Liste Patrimoine mondial, la Quebrada avait été déclarée comme un lieu d'intérêt national par une Résolution de 1993, de telle sorte que l'idée de protéger les sites archéologiques, les monuments historiques, l'artisanat et les traditions locales en tant que patrimoine d'importance provinciale et nationale a surgi bien avant les démarches entreprises par rapport à l'Unesco. Celles-ci résultent en premier lieu d'une mobilisation des milieux scientifiques et des responsables de la conservation du patrimoine, face aux menaces liées à la pression agricole et immobilière sur les terres, ainsi qu'à la construction de nouvelles infrastructures énergétiques (gazoducs, lignes électriques). Au lendemain de la crise de 2001-2002, l'inscription de la Quebrada sur la liste de l'Unesco est aussi apparue comme un élément susceptible de potentialiser un développement local grâce au tourisme, celui-ci s'étant converti entre temps comme une menace supplémentaire pour la conservation du patrimoine.

À l'issue du processus de consultation et de l'étude préalable au classement, la Quebrada de Humahuaca a été présentée par l'Unesco comme un modèle de référence pour la mise en œuvre d'une démocratie participative. Des organes

consultatifs ont été créés sur la base du volontariat en intégrant des habitants des communes s'égrenant le long de la vallée. Neuf Commissions de site, comptant chacune six membres élus pour trois ans, ont ainsi été constituées avec des acteurs bien identifiés et des représentants de diverses organisations (communautés indigènes, associations culturelles et religieuses). Des ateliers destinés à préciser l'approche de l'Unesco relative au patrimoine mondial ont été organisés pour débattre de ses implications, en précisant le rôle des différentes parties prenantes. Puis les enjeux et les modalités de la protection et de la valorisation des patrimoines ont été abordés, en mettant en avant la nécessité d'un programme éducatif (« *Hagamos entre todos una escuela para todos* »). Les Commissions de site ont été sollicitées lors du processus de classement sur la base d'une coordination entre les niveaux municipal, provincial et national, où le Secrétariat au Tourisme et à la Culture de la province de Jujuy a joué un rôle pivot. Selon l'opinion des délégués du Conseil International des Monuments et des Sites, ce programme s'est traduit par « un niveau admirable de participation locale, qui se reflète dans l'appui donné par les habitants du lieu au projet de classement » (Icomos, 2003). Une initiative émanant de personnalités du monde politique et scientifique a été ainsi légitimée devant l'Unesco par les représentants de la société civile, en favorisant l'amorce d'un processus du type *bottom-up*. Mais des difficultés ont commencé à surgir durant la phase d'élaboration du plan de gestion, après l'inscription de la Quebrada de Humahuaca sur la Liste du Patrimoine mondial. Les conflits se sont avivés, tandis que s'aggravaient divers problèmes en liaison avec les nouvelles dynamiques territoriales dues à l'essor du tourisme.

Au niveau local, les Commissions de site ne fonctionnent pas toutes avec le même dynamisme. En divers lieux les mécanismes de gouvernance s'essouffent faute d'engagement personnel ou à cause de la récupération des enjeux de la patrimonialisation et du renforcement des identités par quelques leaders communautaires. Les populations indigènes sont préoccupées par le risque de marginalisation dans un processus de valorisation touristique qui leur échapperait, certains dénonçant même le classement par l'Unesco comme la source de nouvelles menaces. Le problème le plus sérieux qui mobilise les communautés indigènes est celui de la lutte pour la terre sur un territoire de plus en plus convoité par d'autres acteurs. Le développement du tourisme a favorisé une accélération du mouvement de retour des peuples autochtones vers la Quebrada, alors que l'intervention croissante d'agents économiques extérieurs à la région (assimilée par beaucoup à une « invasion ») est à l'origine d'une flambée des prix de la terre. Cette pression foncière, amplifiée par l'essor du tourisme, contribue à aggraver d'autres problèmes récurrents comme l'urbanisation non contrôlée à la périphérie des villes, l'érosion et la pollution des sols due à l'intensification de l'agriculture, la collecte et le traitement des déchets qui s'accumulent ou la gestion de l'eau qu'il faut préserver et partager.

Le rôle des Commissions est aujourd'hui affaibli au regard des initiatives des municipalités qui s'organisent progressivement en intercommunalités avec l'appui de la coopération française. Le *Foro de intendantes* (association des maires

de la province) a entrepris d'organiser un réseau des maires de la Quebrada afin de proposer des actions non plus concurrentes, mais complémentaires. La priorité de ce *Foro* est de monter des projets d'intermunicipalité autour de problématiques stratégiques : collecte et traitement des déchets, valorisation touristique, gestion de l'eau... Une première intermunicipalité a été réalisée avec trois villes du Sud de la Quebrada (Volcan, Tumbaya, Purmamarca) et devrait s'étendre aux neuf communes du périmètre classé. Les questions relatives à la protection du patrimoine et à sa valorisation touristique seront sans doute centrales pour fédérer l'ensemble des municipalités autour d'un projet commun. A l'heure actuelle le plus grand obstacle à la réalisation de ces projets est le manque de moyens financiers, mais la coopération intercommunale est une bonne stratégie pour inscrire la Quebrada dans le cadre de programmes plus vastes qui peuvent bénéficier de financements internationaux, à l'échelle du bassin ou de corridors transfrontaliers.

Au niveau régional, la Province de Jujuy et la Quebrada de Humahuaca disposent de points de passage vers le Chili et la Bolivie. Une stratégie touristique concertée permettrait de mettre à profit cette situation géographique et de capter les touristes andins d'origine étrangère. La prise en compte de cette potentialité est indispensable pour que la Quebrada ne soit pas un îlot détaché du contexte régional. Le projet de route touristique de l'Inca entre dans ces logiques de valorisation transfrontalières, bien qu'il soit encore embryonnaire au stade actuel. L'insertion de la Quebrada dans un projet de gestion intégrée de Cuenca pour le bassin versant du Rio Grande, sur le modèle du Bermejo supérieur, anime aussi les discussions entre maires en vue de capter des subventions internationales.

Mais les projets de territoire s'ancrent ici dans le local, en s'emboîtant pour coïncider peu à peu avec le périmètre classé par l'Unesco, avant même que n'interviennent des acteurs extérieurs comme dans la zone voisine. Un des changements majeurs intervenus depuis la labellisation du territoire est la consolidation d'un sentiment identitaire commun, ce qui favorise les dynamiques centripètes plutôt que centrifuges comme dans le cas des Yungas.

II.3. Deux approches distinctes influencées par des contextes différents

La comparaison entre la Réserve de Biosphère des Yungas et la Quebrada de Humahuaca fait apparaître l'existence de points d'ancrage différents pour la gestion des aires protégées.

| CAS 1 Réserve de Biosphère des Yungas | CAS 2 Paysage culturel de la Quebrada de Humahuaca |
|--|---|
| ECOSYSTEME | PAYSAGE / PATRIMOINE / IDENTITE |
| CORRIDOR BIOLOGIQUE | ITINERAIRE CULTUREL |
| CONSERVATION | PROTECTION |

| | |
|------------------------------|--|
| RESERVES STRATEGIQUES | VALORISATION PATRIMONIALE |
| ECOTOURISME DIFFUS | MISE EN TOURISME INTEGREE |
| TRANSNATIONALISATION | PROJET DE TERRITOIRE |
| FINANCEMENTS DISPONIBLES | PEU DE FINANCEMENT |
| FRAGMENTATION TERRITORIALE | DYNAMIQUE INTERCOMMUNALE |
| PILOTAGE « <i>top down</i> » | PILOTAGE « <i>top down / bottom-up</i> » |

D'un côté, une approche en termes d'écosystème et de corridor biologique repose sur des principes écologiques mis en avant par les partisans de la conservation et récupérés à des fins ressourcistes par d'autres acteurs. De l'autre, une perception du local fondée sur des marqueurs de l'identité aspire à une valorisation de type patrimonial à travers un tourisme intégré aux activités traditionnelles (Plan de développement touristique durable pour la province de Jujuy, 2006). Dans le premier cas, les programmes de conservation et de développement ont été impulsés par des instances nationales avec des financements internationaux, en accélérant les processus de fragmentation face à l'incapacité des acteurs locaux de s'organiser pour formuler des projets de territoire. Dans le second cas, ils ont su rebondir à partir de l'inscription de la Quebrada de Humahuaca sur la Liste du Patrimoine mondial dans le cadre d'une dynamique intercommunale, en s'appuyant sur des projets concrets pour essayer d'en tirer profit grâce au tourisme et répondre aux besoins de la population.

Ces divergences quant à la gouvernance des aires protégées peuvent s'expliquer par des facteurs structurels propres à chacun des territoires concernés.

- La Quebrada s'organise autour d'un axe linéaire bien connecté à la capitale provinciale, tandis que la configuration géographique des Yungas est plus étendue et diversifiée, avec quelques lieux habités difficilement accessibles.
- La RBYUN se situe à cheval sur le territoire de deux provinces dont les gouvernements contrôlent plus ou moins bien la zone des Yungas, alors que la Quebrada s'inscrit en totalité dans la province de Jujuy où elle a une fonction de lieu de villégiature pour les élites urbaines.
- Si les conditions sont favorables à l'affirmation d'une identité territoriale dans la Quebrada où les traditions communautaires des populations indigènes s'enracinent dans des structures assez égalitaires, la fragmentation territoriale des Yungas est entretenue par la persistance de fortes inégalités et le caciquisme fondé sur le contrôle des terres par une minorité de grands propriétaires, auxquels se substituent aujourd'hui des entreprises et des organisations intégrés à des réseaux transnationaux.

CONCLUSION

L'analyse multiscale et comparative a permis de mettre en évidence quelques éléments clé relatifs aux conditions d'émergence de projets de territoire dans les aires protégées et à leur articulation avec les dynamiques de régionalisation /

mondialisation. Les projets de territoire fondés sur une valorisation patrimoniale, à l'image des Parcs Naturels Régionaux en France, sont entravés du fait que les aires protégées des périphéries latino-américaines sont souvent appréhendées comme des réserves stratégiques dont les ressources naturelles peuvent faire l'objet d'une transnationalisation. Les ambiguïtés de cette situation se manifestent à l'échelle du continent par le recouvrement partiel entre les projets de corridors écologiques / itinéraires culturels et les corridors d'intégration programmés dans le cadre de l'IIRSA ou du Plan Puebla Panama. Dans un tel contexte il est difficile de promouvoir des logiques de valorisation patrimoniale et territoriale depuis l'échelon local. Les interventions extérieures ont contribué ainsi à accentuer les conflits latents et à engendrer de nouveaux problèmes dans la RBYUN, en aggravant la fragmentation territoriale et les divisions internes. S'il existe des tensions dans la Quebrada de Humahuaca entre populations autochtones et nouveaux venus, communautés indigènes radicalisées et représentants des pouvoirs municipaux ou provincial..., elles sont reléguées au second plan face à la nécessité de s'organiser collectivement pour accéder aux financements nécessaires à la mise en œuvre d'un développement territorial permettant de tirer profit de son classement comme paysage culturel, en minimisant les impacts négatifs.

BIBLIOGRAPHIE

- DUMOULIN KERVRAN D. (2006), Les ONG latino-américaines après l'âge d'or : internationalisation et dispersion, in Zagefka, P., *Amérique latine*, La Documentation Française, Paris.
- FELLNER L. (coord.), Quebrada de Humahuaca, Un Itinerario Cultural de 10. 000 Años, *Propuesta para la Inscripción a la Lista de Patrimonio Mundial de la UNESCO*, Provincia de Jujuy, República Argentina, 2002.
- Gobierno provincial de Jujuy (2006), *Plan de Desarrollo Turístico Sustentable para la Provincia de Jujuy*.
- REBORATTI C. (1998), *El Alto Bermejo. Realidades y conflictos*, ed. La Colmena, Buenos Aires.
- REBORATTI C. (dir.), 2003, *La Quebrada, Geografía, historia y ecología de la Quebrada de Humahuaca*, Editorial La Colmena, Buenos Aires.
- RODARY E., CASTELLANET C. et ROSSI G., éd. (2003), *Conservation de la nature et développement. L'intégration impossible ?*, GRET-Karthala.
- SORIA C. (2001), Desarrollos de política ambiental en Chile, Ecuador y Perú, in Foy, P., *Derecho y Ambiente. Nuevas estimativas y proyecciones*, Pontificia Universidad Católica del Perú, Lima

RESUMES DES ARTICLES

**Aires protégées des périphéries sud-américaines :
entre réserves stratégiques et valorisation patrimoniale**

Didier RAMOUSSE et Elodie SALIN

A partir d'une approche multi-scalaire et comparative, ce texte met l'accent sur certaines spécificités des aires protégées en Amérique du Sud qui s'inscrivent dans une tradition influencée par la succession de cycles économiques spéculatifs fondés sur l'exploitation rapide des ressources naturelles. Deux études de cas, se référant à des régions du Nord-Ouest Argentin ayant bénéficié de l'attribution de labels distincts de l'UNESCO (Réserve de Biosphère des Yungas et Paysage Culturel de la Quebrada de Humahuaca), s'efforcent ensuite de faire ressortir les enjeux sous-jacents à des approches différentes de la conservation et du développement. L'une s'exprime en terme d'écosystèmes à conserver et n'est pas dénuée d'arrière-pensées ressourcistes dans le contexte actuel de mondialisation, l'autre privilégie l'identification à un terroir dans une logique de valorisation patrimoniale et territoriale.

Mots clés : aire protégée, ressources naturelles, corridor transfrontalier, intégration, patrimoine, conservation, développement, territoire.

SUMMARIES OF ARTICLES

Protected areas in the South American peripheries : between resource conservation and patrimonial valorization

Didier RAMOUSSE and Elodie SALIN

From an approach multi-scalar and comparative, this text insists on some specificities of the protected areas in South America which fall under a tradition influenced by the succession of speculative cycles founded on the fast exploitation of the natural resources. Two case studies, referring to areas of the Argentinian North-West with labels UNESCO (Reserve of Biosphere of Yungas and Cultural Paysage of Quebrada de Humahuaca), intent to emphasize the stakes conected with different approaches from the conservation and development. One is expressed in term of ecosystems to preserve and aims towards resource conservation in the context of globalization, the other privileges the identification with a *terroir* in a logic of patrimonial and territorial valorization.

Keywords : protected area, natural resources, transborder corridor, integration, patrimony, conservation, development, territory.